

CHEZ VOUS

Une quarantaine de personnes de tous horizons se sont réunies, samedi après-midi, à la pointe de Primel, à Plougasnou, pour échanger sur le projet de parc éolien et préparer leur mobilisation du 5 juillet, à Morlaix. Photo S. G.



PLOUGASNOU

Éolien : « L'urgence à fédérer pour faire reculer l'État »

Une quarantaine de personnes se sont réunies, hier après-midi, à la pointe de Primel, afin de structurer les prochaines actions collectives contre le projet éolien en Bretagne nord ouest.

Sophie Guillerm

« Aujourd'hui, on a besoin d'un projet fort, pour agir vite contre ce projet de parc éolien. » C'est sur ce sentiment d'urgence à informer et mobiliser la population qu'une quarantaine de personnes de tous horizons, du Léon comme du Trégor, se sont réunies à la pointe de Primel, à Plougasnou. Un lieu symbolique, que tous entendent préserver d'une défiguration annoncée.

Lueur d'espoir depuis le moratoire sur l'éolien

Yoann Derrien, du collectif Nemo a d'abord alerté sur le fait que « depuis la semaine dernière, l'État se montre rigide dans sa manière d'agir et veut passer en force », faisant référence à leur projet alternatif d'un parc implanté plus au large, présenté lors de la réunion publique à l'île de Batz, mais réfuté tout de suite par les représentants de l'État.

Mais depuis quelques jours, le moratoire sur les installations éoliennes et photovoltaïques approuvé par l'Assemblée nationale pourrait changer la donne, espèrent les opposants au projet. « Le projet en Bretagne Nord Ouest (BNO) est très en retard par rapport à d'autres projets français d'éolien en mer : si l'État revoit à la baisse ses ambitions en matière d'éolien, on doit faire en sorte que la Bretagne en soit exclue. »

Quid des associations de protection de la nature ?

« Le projet BNO s'étend sur 25 000 hectares, soit 100 km³ d'environnement impacté si on considère toute la colonne d'eau : c'est massif. Que font Bretagne Vivante et les

d'autres associations de protection de la nature ? », a poursuivi Sébastien Géoltrain, fondateur du collectif Nemo. Jean-Philippe Le Deunff, représentant du parti communiste, a lui appelé « à se mobiliser contre le déni de démocratie », ce qu'avait également dénoncé avec vigueur Jean-Yves Quémener, président de l'association Force 5 « qui n'a même pas été consultée ».

« Avoir un message clair pour être crédible »

Puis, d'autres voix de citoyens ont tenté de se faire entendre « sur la nécessité de ne pas diviser les habitants, qui sont d'avis multiples, sur la question et d'avoir un message clair pour être crédible : ce qui fait réagir, c'est la proximité, pas le projet en soi ». Il leur reste quinze jours pour s'organiser et fédérer la population en masse d'ici la manifestation prévue le 5 juillet, à Morlaix. « Si on informe, si on communique en grand sur les bords de route avec le concours des agriculteurs, si chacun de nous en mobilise quinze autres, jusqu'aux monts d'Arrée, ont conclu les opposants de la première heure, on peut espérer être 5 000 ! »